

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Chat Lemonde.fr - "Ripostes"

La réforme des retraites en question

- Social - Retraites -

Date de mise en ligne : lundi 19 mai 2003

Démocratie & Socialisme

L'intégralité de la discussion avec Gérard Filoche, inspecteur du travail et membre du NPS (Nouveau Parti socialiste),

Gérard Filoche : Bonjour à tous.

Bernie : Dans le fond, qu'est-ce qui justifie aujourd'hui des différences de traitement entre les pensions des agents de l'Etat et celles des salariés ou professions libérales ?

Gérard Filoche : Rien. La seule responsabilité de cette différence revient à M. Balladur, qui a créé en 1993 une inégalité intolérable en allongeant la durée de cotisation du privé de 37,5 à 40 annuités.

Berny : A propos des manifestations contre la réforme des retraites, on entend beaucoup parler de manifestations de "nantis". Ce terme vous choque-t-il ?

Gérard Filoche : Profondément. Cela se saurait si les nantis manifestaient dans les rues. 5 % des gens en France possèdent 50 % du patrimoine. Je suis sûr qu'aucun d'eux ne manifeste.

Agenda : J'aimerais savoir si les syndicats ont évoqué avec le gouvernement la possibilité de financer les retraites au moyen d'une augmentation des cotisations patronales, et pas seulement salariales, à partir de 2005.

Gérard Filoche : Bien entendu. C'est le fond du problème et sa solution. Mais le gouvernement et le Medef ne veulent rien entendre. C'est pour cela qu'il faut être plus nombreux à manifester.

Marxattac : Le débat sur les retraites a, on le sait, été le moyen dans les autres pays de l'OCDE d'introduire le libéralisme à haute dose. Comment faire pour ne pas virer vers un modèle de capitalisme à l'anglo-saxonne, dans le contexte d'une Europe très libérale, tout en étant un modèle performant ?

Gérard Filoche : D'abord s'opposer à MM. Chirac, Raffarin et Fillon, parce que ce sont eux les promoteurs du modèle anglo-saxon. Ce qu'ils sont en train de faire, c'est d'essayer d'imposer une politique à la Thatcher en France. Ils s'en prennent à la fois à nos retraites, à la Sécurité sociale, à l'école publique, à nos emplois et à nos salaires. La notion de performance, pour eux, est assimilée à la notion de superprofits au détriment de l'immense majorité des humains, des salariés.

INTÉRÊTS PARTICULIERS CONTRE INTÉRÊT COLLECTIF ?

Berny : L'opposition à la réforme n'est-elle pas l'illustration que chacun défend son cas personnel au détriment de l'intérêt collectif ? Les Français ne peuvent-ils pas comprendre que l'effort doit être consenti par tous pour sauver le système actuel des retraites ?

Gérard Filoche : C'est le contraire. Les grandes manifestations qui rassemblent en ce moment des millions de personnes sont le témoignage de la défense de l'intérêt collectif. Le plan de MM. Raffarin et Fillon en matière de retraites reviendrait à faire travailler davantage les salariés en les faisant gagner moins. Cela ferait effondrer le système de retraites par répartition. Or, c'est le seul système solidaire. S'il s'effondre, tous les gens seront poussés à des solutions individuelles : épargne, capitalisation, assurance... Ce serait le basculement de ce qui existe comme solidarité dans notre République vers le système anglo-saxon individualiste.

Serge : Qu'est-ce qu'il faut faire, alors ? Attendre et laisser creuser la dette ?

Gérard Filoche : Quelle dette ? Il n'y a pas de dette dans nos retraites. Le système par répartition - nos concitoyens ne le savent pas assez - n'est pas une épargne. C'est un système qui vise à payer en temps réel, en direct, la retraite par ceux qui travaillent. Chacun peut le vérifier sur sa feuille de paie, entre le salaire brut du haut de la feuille de paie et le salaire net qu'il perçoit, il y a des cotisations sociales. Elles servent à faire face à la maladie, au chômage, aux charges de familles nombreuses, aux accidents du travail et aux retraites. C'est ce qu'il y a de plus beau dans notre pays, ces cotisations, parce qu'elles sont mutualisées. Et elles sont reversées aux différentes caisses de protection sociale et donc, aux retraités.

Nos caisses de retraite ne sont pas endettées à l'heure actuelle. Et si elles l'étaient plus tard, à cause de l'augmentation du nombre de retraités, alors nous devrions augmenter ces cotisations pour y faire face. C'est une solution préférable à l'allongement du nombre d'annuités nécessaires pour recevoir une retraite décente.

LA "RESPONSABILITÉ" DE M. BALLADUR

Rexmulder : Ne pensez-vous pas que le Parti socialiste, dont vous êtes membre, est en grande partie responsable de la situation actuelle ? N'est-ce pas MM. Jospin et Chirac qui, en mars 2002, sont allés à Barcelone, signer en catimini non seulement la libéralisation des services publics et leur privatisation annoncée, mais également l'accroissement à quarante-deux ans, au niveau européen, donc pour la France, de la durée de cotisation pour les retraites ?

Gérard Filoche : Non. Les responsabilités de la gauche et de la droite ne sont pas les mêmes. Celui qui a fait l'attaque la plus dure contre nos retraites est M. Balladur. Il a prolongé de 37,5 à 40 annuités l'obligation de travailler pour près de 14 millions de personnes du privé. Or, dans le privé comme dans le public d'ailleurs, les gens travaillent en moyenne 37 ans. M. Balladur le savait, et il a donc hypocritement plongé ces salariés dans une situation de préretraite, de demi-chômage, de fin de droits. Deux sur trois sont licenciés ou exclus avant 60 ans. Deux sur trois arrivent à 60 ans sans être en activité, et M. Balladur savait pertinemment qu'ils n'auraient pas leurs trimestres pour toucher leurs retraites à taux plein, à 60 ans.

La deuxième chose qu'a faite M. Balladur, c'est de calculer le taux de la retraite sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix meilleures années. Pour les gens qui ont eu des parcours professionnels chaotiques, c'est évidemment une baisse du taux de la retraite, notamment pour les femmes.

Troisièmement, M. Balladur a désindexé les retraites des salaires et les a indexées sur les prix. Cela signifie que les retraités n'ont plus jamais d'augmentation jusqu'à leur mort. Avec ces trois mesures scélérates qui s'appliquent totalement du 1er janvier 2003 pour le nombre de trimestres jusqu'au 1er janvier 2008 pour le nombre d'années servant au calcul, M. Balladur a fait reculer le droit à la retraite à 60 ans au taux plein. Ce que l'on peut reprocher à la gauche, c'est de ne pas avoir abrogé les mesures Balladur.

Ramdou : Pourquoi M. Filoche n'a-t-il pas protesté pour soutenir le privé lors du passage aux quarante annuités ? Pourquoi lui et le PS n'ont-ils pas mis à profit les cinq années qui ont suivi le gouvernement Juppé pour revenir sur cette réforme Balladur ? Cela ne demandait pas beaucoup de temps et était très simple à faire puisqu'il suffisait de faire voter cinq mots : la réforme Balladur est abrogée.

Abcdefg : Etes-vous satisfait de la manière dont le PS a géré le dossier des retraites entre 1997 et 2002 ?

Gérard Filoche : D'abord, personnellement, en 1993, je n'étais pas au Parti socialiste mais j'y suis rentré en me battant pour qu'il abroge les mesures Balladur. J'anime un journal mensuel, Démocratie et Socialisme, qui, depuis dix ans, mène campagne sur ce thème. J'ai défendu dans les conventions du Parti socialiste de 1996 le principe au retour des 37,5 annuités. Je l'ai, avec mes amis de la Gauche socialiste, fait voter plusieurs fois par la majorité des militants du Parti socialiste. Je l'ai encore défendu dans le Congrès qui vient de se clore à Dijon, et 40 % des militants soutenaient globalement cette position. Je déplore, comme ce monsieur, de ne pas avoir pu influencer suffisamment la direction du Parti socialiste et le gouvernement Jospin pour qu'il abroge les mesures Balladur 1993.

Mais comme à tout effort, il y a quand même des débuts de récompense, François Hollande, au congrès de Dijon, dans sa conclusion, a dit qu'il défendrait la retraite à 60 ans à taux plein, qu'il reviendrait sur les mesures Balladur, qu'il demandait le retrait du plan Fillon-Raffarin, qu'il s'opposait à l'allongement de durée de cotisation et qu'il préférerait l'augmentation des cotisations patronales, CSG et salariales. Ce n'est pas encore tout à fait tout ce que je souhaite. Mais la direction du Parti socialiste vient de franchir un grand pas dans ce sens, en appelant à manifester le 25 mai prochain, avec l'immense majorité des syndicats qui organisent la montée sur Paris pour défendre nos retraites.

Berny : Pourquoi ne pas obliger les salariés à souscrire les solutions individuelles : épargne, assurance ? Cette épargne et cette assurance seraient prélevées directement sur salaire. Y voyez-vous une inégalité ?

Gérard Filoche : Bien sûr, c'est le principe même de l'inégalité. Alors qu'aujourd'hui, il y a des cotisations sociales proportionnelles qui servent à cela. Qui peut épargner en plus de cela ? Un salarié sur deux, en France, gagne moins de 8 600 francs. Deux salariés sur trois gagnent moins de 10 000 francs. Pour épargner, il faut gagner plus. Ce sont donc ceux qui auraient les plus gros salaires qui y parviendraient, au détriment de l'immense majorité laissée à des solutions individuelles auxquelles elles n'auraient pas accès.

LE "RAFFATHON"

Ringard : Quelles perspectives pour une mobilisation éclatée ? Est-ce jouable en l'absence de perspective politique ?

Gérard Filoche : D'abord, la mobilisation n'est pas éclatée. Il y a eu des temps forts progressifs depuis cinq mois. Le 1er février, il y a eu 400 000 manifestants, le 3 avril, il y a eu 580 000 manifestants dans 127 cortèges approuvés, selon les sondages, par 72 % des Français. Le 1er mai, il y a eu 300 000 manifestants, le double des défilés ordinaires de ce jour-là. Depuis le 6 avril, il y a des grèves des enseignants dans des dizaines d'académies. Leur ampleur est insuffisamment relatée par la presse. Le 13 mai, il y a eu plus de 2 millions de manifestants, dans plusieurs centaines de villes, davantage qu'en novembre-décembre 1995. En 1995, le 12 décembre, il y avait eu, selon la police, 900 000 manifestants, en vérité 2 millions. Et cela avait fait reculer M. Juppé. A l'époque, on appelait ça le "Juppéthon". Maintenant, on a le "Raffathon". Aujourd'hui et demain, il y a des journées d'action et des grèves. Le 25 mai, il y a la TGM : très grande manifestation. Si M. Raffarin ose encore maintenir son projet au conseil des ministres du 28 mai, tous les syndicats ont décidé une grève générale reconductible à partir du 3 juin. Notamment les sept syndicats de cheminots. Et cela s'étendra. MM Raffarin et Fillon ont en face d'eux un mouvement qui peut être supérieur à celui de novembre 1995 et de Mai 68 réunis. Ils auront peut-être le double de manifestants que M. Juppé a eus. Même si ce n'est pas la rue qui gouverne, il faudra bien l'entendre.

Ringard : Et la CFDT ? [en réponse à l'affirmation de M. Filoche : "la mobilisation n'est pas éclatée"]

Gérard Filoche : M. Chérèque a fait défection. Ce n'est malheureusement pas la première fois que la direction de la CFDT manque au mouvement social et à sa propre base. Il y a des dizaines et des dizaines de structures de la CFDT. Probablement, aujourd'hui, une majorité entend poursuivre le combat malgré la défection du petit noyau regroupé autour de M. Chérèque. Ils appellent à la fois à manifester le 25 mai et à la fois en interne, à un congrès extraordinaire. M. Chérèque n'avait pas de légitimité pour passer l'accord assez piteux qu'il a signé avec M. Raffarin. Même la CFTC ne s'est pas engagée dans cette voie et appelle à la manifestation du 25 mai avec l'UNSA, Force ouvrière, la CGT, la FSU, le groupe des Dix, SUD.

Guy : N'oubliez-vous pas dans vos critiques les préoccupations des actifs qui ont commencé à travailler à l'âge de 13, 14 ans, l'importance de la pénibilité du travail pour certains salariés (et artisans) du secteur privé et les mères au foyer qui ont éduqué de futurs cotisants (dans un contexte de fort recul de la natalité) ?

Gérard Filoche : Ceux qui ont travaillé très tôt, en principe, à partir de 16 ans - puisque l'école est obligatoire jusqu'à 16 ans ; en deçà, c'est de l'apprentissage - devraient avoir la possibilité de prendre leur retraite quand ils ont le nombre légal d'annuités de cotisation. Les métiers pénibles devraient aussi donner droit à des retraites plus tôt. Il est terrifiant de voir un ouvrier du bâtiment de 55 ans derrière un marteau piqueur ou de savoir qu'une infirmière, avec des horaires décalés et des nuits de travail - même si théoriquement elles peuvent prendre leur retraite au bout de quinze ans - est obligée d'attendre 60 ans pour avoir une pension décente. La pénibilité physique et mentale du travail devrait donner des droits dès 55 ans dans un certain nombre de cas. Troisièmement, une chose est certaine, c'est que le travail entre 60 et 65 ans est le plus pénible. Les années comptent double. Et elles pèsent pour raccourcir l'espérance de vie. Les statistiques sont là, hélas ! Si vous travaillez jusqu'à 61, 62, 63 ou 64 ans, vous mourez un an, deux ans, ou trois ans plus tôt. Le plus hypocrite et insupportable dans la réforme Raffarin-Fillon, c'est qu'en repoussant la retraite de 60 à 65 ans, il impose des années plus dures de travail, et il prive des meilleures années de retraite où l'on est encore en bonne santé, le plus souvent. Tout cela pour faire plaisir aux actionnaires.

"REPRENDRE AU CAPITAL CE QUI A ÉTÉ PRIS AU TRAVAIL"

Marxattac : Le débat a des liens consubstantiels avec la place du travail dans nos sociétés. Quel projet socialiste défendez-vous sur ce point ?

Gérard Filoche : Revaloriser le travail ! Depuis quinze ans, la part des salaires dans notre pays a reculé de 11 points par rapport à la part des profits. La première de nos volontés, c'est de renverser cela, d'augmenter les salaires, de redistribuer les richesses, de réduire les inégalités. Sur tous les médias, en ce moment, règne un discours disant qu'il faut travailler plus, gagner moins, souffrir davantage, se sacrifier, être productif, compétitif, attractif, et je vous épargne les autres termes que vous entendrez sur les radios en vous réveillant tous les matins. En fait, si nous suivons MM. Chirac, Raffarin et Fillon, on doit tous se serrer la ceinture, sauf les grands capitalistes. Eux, ils veulent toujours davantage de marges, ils recherchent le profit maximum et mènent campagne pour réduire nos salaires à la portion congrue. Les socialistes veulent aussi renverser cela, aussi bien dans l'idéologie que dans les faits. Revaloriser le travail, ce n'est pas le rendre plus dur, plus long et moins payé, c'est faire de vraies 35 heures pour tous, une vraie retraite à 60 ans pour tous et de meilleurs salaires pour tous. Cela signifie reprendre au capital ce qu'il a pris au travail, dans les quinze dernières années.

Quiche : Comment ? N'est ce pas démagogique de prodiguer des bons conseils sans donner les clés de leur réalisation ?

Gérard Filoche : Comment peut-on dire que c'est difficile de reprendre 11 % qui ont été pris par le capital au travail ? Pourquoi faudrait-il que cela aille toujours dans les mêmes poches ? Y a-t-il une fatalité ?

Rexmulder : Les gouvernements socialistes sont ceux qui ont le plus privatisé. Comptent-ils renationaliser ?

Gérard Filoche : Je tiens le discours qui semble sorti de façon dominante du congrès de Dijon hier. Nous tirons les enseignements du 21 avril, nous nous proposons de défendre et de reconstruire un secteur public fort. Nous nous opposons à toute ouverture du capital d'EDF, par exemple ; à toute nouvelle privatisation. Nous voulons donc proposer à la gauche un nouveau pacte social, une nouvelle République qui, cette fois, nous l'espérons et nous le voulons, permettra d'opérer une transformation sociale durable.

Bidji23 : Pourquoi, selon vous, le dossier des retraites bloque-t-il autant en France, alors que nos voisins européens n'ont pas rechigné devant la nécessité d'une telle réforme ?

UNE "COMBATIVITÉ SOCIALE PLUS FORTE" EN FRANCE

Gérard Filoche : En Europe, justement, il vient d'y avoir un million de manifestants en Autriche, et leur dossier est similaire au nôtre. Dans les pays qui, malheureusement pour eux, ont repoussé la date de départ en retraite surgissent maintenant de gros problèmes. Le chômage s'accroît - cela est facile à comprendre dès lors que l'on fait travailler, deux, trois, voire quatre ans de plus. Les jeunes ne trouvent pas de travail. La fatigue, le stress, les maladies professionnelles pèsent sur les espérances de vie. Donc, en Europe, il n'y a pas de panacée ni d'attractivité qui contredirait la défense de nos retraites, à 60 ans, à taux plein en France. Sans être chauvin, la combativité sociale est plus forte. Nous sommes plus solidaires. Nous sommes le pays qui a fait deux grèves générales en trente ans. Peut-être une troisième ! Et nous savons défendre nos acquis sociaux. En 1995, un journal italien, La Repubblica, écrivait : "L'Europe est un volcan, et quand la lave veut sortir, elle choisit Paris."

Matrix : Quelles sont vos propositions actuelles pour l'avenir des retraites ?

Gérard Filoche : 60, 75, 10, 37,5, indexés sur les salaires. Cela veut dire : 60 ans à taux plein, 75 % de taux de remplacement, calcul sur les dix meilleures années, 37,5 annuités de cotisation pour tous. Retraite indexée sur les salaires. Pour financer cela, il faut augmenter notamment les cotisations patronales, de 0,3 % entre 2006 et 2036. Cela représente un effort de redistribution des richesses à hauteur de 0,3 % du PIB. Pour comparer, souvenons-nous que les cotisations patronales ont baissé de 13,5 % dans les quinze dernières années, et que la France a donné 0,1 % du PIB à Copenhague, au Danemark, en décembre 2002 pour permettre l'élargissement de l'Europe. Cela indique le caractère relatif de l'effort de financement à faire pour protéger nos retraites actuelles. Ces données proviennent des travaux du COR (Conseil d'orientation des retraites) mis en place par Lionel Jospin avec tous les partenaires sociaux concernés.